

2012
PRÉSIDENTIELLE

À LA RENCONTRE DES FRANÇAIS (5/10) De Brest à Menton, « La Croix » a pris le pouls de la France. Aujourd'hui, les habitants de Guéret face aux fermetures de services publics

A Guéret, la bataille pour le maintien des services publics.



GUÉRET (Creuse)

De notre envoyée spéciale

Ce matin-là, une pluie fine mais entêtée tombe sur Guéret. À l'entrée de la ville, une pancarte « Non à la délocalisation de la MSA » accueille le visiteur. Et c'est sous une banderole « Oui au maintien du service public de radiothérapie », apposée devant l'hôpital de Guéret qu'elle a tant de fois occupé, que Cathie Jean, 44 ans, donne rendez-vous. Petit chapeau noir, pull rouge, sourire ironique en coin, la porte-parole du Collectif creusois de défense et de développement des services publics n'est pas mécontente.

Le centre de radiothérapie, que le gouvernement avait fermé le 30 juin 2010 au motif qu'il ne soignait pas assez de patients pour assurer la sécurité selon les normes en vigueur, a rouvert en décembre dernier. Au terme d'une longue lutte menée par le Collectif et par les élus locaux. « On a tous fait bloc, explique-t-elle, parce qu'il y avait un enjeu de santé publique. Quand le centre a fermé, les malades atteints de cancer ont été redirigés à Montluçon, à 60 km, ou à Limoges, à 80 km. Je connais une personne qui est allée à Montluçon huit fois pour rien, parce que les réglages de la machine n'étaient pas faits. Et j'en connais au moins trois autres qui ont arrêté leur traitement. »

Dans la Creuse, territoire qui a perdu la moitié de sa population entre 1850 et 1950, le maintien du secteur public, premier employeur à Guéret, est un enjeu majeur. Quand, en 2005, l'État a décidé de fermer les premières trésoreries en milieu rural, la résistance est naturellement partie de là. Fille d'enseignants engagés, elle-même passionnée par son métier d'institutrice et syndiquée à la FSU, Cathie Jean était de la partie. Elle est, depuis, de tous les combats : fermetures de bureaux de poste, d'agences EDF, suppression de classes, regroupement de services ministériels, fonte des effectifs de fonctionnaires, etc. Dans le département, elle a eu de quoi s'occuper.

À Guéret, la ville est parvenue à sauver son tribunal des prud'hommes et sa prison, et une seule école a fermé. Cependant, « on a perdu au moins 300 emplois depuis 2007, ça en fait des familles qui partent ! », se lamente le maire Michel Vergnier, qui sait par ailleurs que, pour maintenir sa maternité, il faudrait 950 naissances par an alors qu'il n'y en a que 640. D'autres fermetures restent à venir, comme celle en 2014 de la BSMat, une base de stockage de pièces pour l'armée, qui a employé jusqu'à 130 salariés. Par la suite, si tout va bien, une usine de méthanisation des déchets y sera implantée.

En attendant, « toutes ces disparitions d'emplois publics ont un impact fort sur les usagers », assure Philippe Madec, 54 ans, agent des finances publiques, lui aussi membre du Collectif. Et pas seulement parce que, comme lui, beaucoup de Creusois voient leurs enfants partir ailleurs pour trouver du travail. Alors que son syndicat, la CGT, liste la suppression des emplois de cheminots en Creuse, il constate, à la gare voisine de La Souterraine, « ils ont supprimé pas mal de dessertes ». « Je connais quelqu'un qui va travailler tous les jours à



Cathie Jean, porte-parole du Collectif creusois de défense et de développement des services publics, devant le centre de radiothérapie de Guéret, rouvert en décembre dernier après une forte mobilisation des habitants.

Périgueux, raconte-t-il. Or, son train direct vient d'être supprimé. » Dans son administration fiscale, où les effectifs départementaux ont fondu de 25 % depuis 2000, « il est de plus en plus difficile de recevoir le public », affirme-t-il. Quatre ou cinq trésoreries ont déjà disparu. Or, dans ce département où 18 % de la population vit en dessous du

seuil de pauvreté, « beaucoup de gens ont besoin de venir négocier un délai ou de payer en numéraire parce qu'ils sont interdits bancaires ».

Gilles Deprelle tente de nuancer ce constat d'une dégradation des services publics. Installé au centre-ville de Guéret depuis dix ans, ce consultant en produits frais de 51 ans, père de deux enfants, estime que, « pour une petite ville, Guéret reste surdotée en services publics ». Et de citer « le collège et le lycée,

qui sont très bien », l'hôpital « tout à fait correct », la médiathèque « toute neuve », la piscine municipale, La Poste où « on ne fait pas la queue », etc. Ayant longtemps vécu à Paris, où il garde le souvenir d'attentes interminables dans les administrations, et à l'étranger où il payait pour l'école de ses enfants, il mesure la qualité de vie ici et « relativise » les « petites suppressions ici ou là ». Toutefois, admet-il, « dès qu'on s'éloigne de Guéret, c'est le grand désert ».

Sylvie Benoît en sait quelque chose. Directrice d'une association médico-sociale de Guéret, elle est aussi maire de Lavaufranche, village de 250 habitants à 45 km de la préfecture. Dans cette commune très rurale, la disparition des services et des commerces ne date pas d'hier. Elle a donc appris à « trouver des solutions ». Pour maintenir son école, elle s'est regroupée avec deux autres communes dès 1989. Et quand,

il y a une dizaine d'années, la poste de son village a fermé, c'est la secrétaire de mairie qui a assumé les missions postales les plus simples. Un système de taxi à la demande pallie la pénurie de transports en commun et des tournées d'épiciers sont organisées.

Mais, dans ce département où 32 % de la population a plus de 60 ans, rien n'est venu remplacer le facteur d'antan « qui remettait du bois dans la cheminée et rendait des services », regrette-t-elle. Quand elle a connu, il y a peu, un problème avec un administré qui la harcelait, elle s'est sentie bien seule, les services de gendarmerie n'ayant plus la même disponibilité. De même, alors que le territoire ne compte que 5 médecins généralistes pour 5 500 habitants, « qui va payer la maison de santé que l'intercommunalité envisage de construire ? », s'interroge-t-elle. Quant à la réforme territoriale, qui doit quadrupler le territoire géré par l'intercommunalité, pour la collecte des ordures ménagères par exemple, elle ne lui paraît pas aller dans le bon sens.

Pour autant, Sylvie Benoît n'est pas contre les réformes en cours. « On ne peut pas garder un service public juste pour le garder, poursuit-elle. Ce qui me fait peur, c'est de voir à quel point l'État se désengage. Avant, on mutualisait les moyens sur toute la France. Aujourd'hui, on nous laisse nous débrouiller. Avec nos petits budgets, on pourra de moins en moins faire face. »

NATHALIE BIRCHER

REPÈRES

UNE VILLE DE BÂTISSEURS

● Depuis le Moyen Âge, comme dans toutes les communes du département, beaucoup d'hommes de Guéret partaient tous les ans dans les grandes villes sur les chantiers du bâtiment pour se faire embaucher comme maçon, charpentier, couvreur... Au XIX^e siècle,

ils participèrent à la construction du Paris du baron Haussmann. Initialement temporaire, de mars à novembre, l'émigration devint définitive et la Creuse a perdu la moitié de sa population entre 1850 et 1950.

● Préfecture de la Creuse, Guéret comptait 14 063 habitants en 2008, contre 14 706 en 1990, selon l'Insee. Le taux de chômage était

de 12,2 % en 2008, dernier chiffre disponible. Le revenu net déclaré moyen par foyer fiscal était de 20 713 €.

● Dans ce bastion de la gauche, au second tour de l'élection présidentielle de 2007, Ségolène Royal a obtenu 60,48 %, devant Nicolas Sarkozy (39,52 %). Le député-maire, Michel Vergnier (PS), a été élu en 2008 avec 73,12 % des voix.

LUNDI : À Clermont-Ferrand, la difficulté d'insertion des jeunes.